Nations Unies A/62/70

# Assemblée générale

Distr. générale
2 avril 2007
Français
Original : anglais

**Soixante-deuxième session**
Point 135 de la liste préliminaire*
**Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies**

## Échéanciers de paiement pluriannuels

### Rapport du Secrétaire général

*Résumé*

Dans sa résolution 57/4 B, l'Assemblée générale a fait siennes les conclusions et recommandations du Comité des contributions relatives aux échéanciers de paiement pluriannuels et y a de nouveau souscrit dans ses résolutions 58/1 B, 59/1 B, 60/237 et 61/237. À cet égard, le Comité a recommandé que le Secrétaire général soit prié de fournir à l'Assemblée générale, par son intermédiaire, des informations concernant la présentation d'échéanciers de cette nature et de lui présenter un rapport annuel sur l'état d'avancement des échéanciers des États Membres au 31 décembre de chaque année. Le présent rapport contient les renseignements demandés, qui portent sur les calendriers soumis par la Géorgie, le Libéria, le Niger, Sao Tomé-et-Principe et le Tadjikistan et sur la situation en la matière au 31 décembre 2006.

L'Assemblée générale voudra peut-être prendre note du présent rapport et encourager les États Membres qui ont accumulé d'importants arriérés de contribution à envisager de présenter un échéancier de paiement pluriannuels.

* A/62/50.

07-29265 (F) 130407 230407

# I. Introduction

1. Dans sa résolution 56/243 A, l'Assemblée générale a déclaré que les échéanciers pluriannuels, à condition qu'ils soient établis avec soin, pourraient être utiles en ce sens qu'ils permettraient aux États Membres de démontrer qu'ils seraient déterminés à régler leurs arriérés, conformément à l'Article 19 de la Charte des Nations Unies, ce qui faciliterait l'examen des demandes de dérogation par le Comité des contributions. Elle a également prié le Secrétaire général de lui proposer des directives à ce sujet, par l'intermédiaire du Comité.

2. Après avoir examiné le rapport du Secrétaire général sur la question[1] à sa soixante-deuxième session, en 2002[2], le Comité des contributions a convenu qu'il faudrait encourager les États Membres à présenter des échéanciers de paiement pluriannuels, qui constituaient un bon moyen de réduire les arriérés de contribution dont ils étaient redevables et de montrer qu'ils étaient résolus à s'acquitter de leurs obligations financières à l'égard de l'Organisation. Le Comité a considéré à cet égard qu'il fallait dûment tenir compte de la situation économique des États Membres, qui n'étaient pas tous à même de présenter de tels échéanciers. Il a recommandé que la présentation d'échéanciers conserve un caractère volontaire et ne soit pas automatiquement liée à d'autres mesures.

3. Le Comité a également recommandé que les États Membres qui envisageaient de présenter un échéancier de paiement pluriannuel adresse celui-ci au Secrétaire général afin qu'il en informe les autres États Membres, et qu'ils soient encouragés à demander le concours du Secrétariat pour l'établissement de leurs échéanciers. Dans ce contexte, on a fait observer que les échéanciers présentés par les États Membres :

a) Devraient prévoir le paiement chaque année du montant des quotes-parts des États Membres pour l'exercice en cours et d'une partie des arriérés dont ils étaient redevables;

b) Devraient, autant que possible, prévoir l'élimination des arriérés dans un délai maximal de six ans.

4. Le Comité a en outre recommandé que le Secrétaire général soit prié de fournir à l'Assemblée générale, par son intermédiaire, les informations concernant la présentation d'échéanciers de paiement et de présenter à l'Assemblée un rapport annuel sur l'état d'avancement de ces échéanciers au 31 décembre de chaque année.

5. Le Comité a également recommandé que, dans le cas des États Membres qui étaient en mesure de présenter un échéancier de paiement, le Comité et l'Assemblée générale tiennent compte du fait qu'un échéancier avait été présenté et de l'état d'avancement de celui-ci lorsqu'ils examineraient une demande de dérogation à l'Article 19.

6. Au paragraphe 1 de sa résolution 57/4 B, l'Assemblée générale a fait siennes les conclusions et recommandations figurant dans le rapport du Comité. Elle a réaffirmé ce paragraphe dans ses résolutions 58/1 B, 59/1 B, 60/237 et 61/237. Elle a examiné le premier rapport annuel du Secrétaire général sur les échéanciers de

---

[1] A/57/65.

[2] Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-septième session, Supplément n° 11* (A/57/11), chap. IV.A, par. 17 à 23.

paiement pluriannuels[3] à sa cinquante-huitième session, le deuxième rapport annuel[4] à sa cinquante neuvième session, le troisième rapport annuel[5] à sa soixantième session et le quatrième rapport annuel à sa soixante et unième session[6].

## II. Présentation d'échéanciers de paiement pluriannuels

7. Depuis la publication du quatrième rapport annuel, le Libéria a présenté des échéanciers de paiement sous couvert de lettres en date du 19 août 2005 et du 9 mai 2006 adressées au Président du Comité des contributions. Auparavant, des échéanciers avaient été présentés par la Géorgie en 2003 (son quatrième), par l'Iraq en 2005 (son premier), par le Niger en 2004 (son premier), par la République de Moldova en 2001 (son troisième), par Sao Tomé-et-Principe en 2002 (son premier) et par le Tadjikistan en 2000 (son premier). L'échéancier de paiement le plus récent proposé par le Gouvernement moldove, tel qu'il figure dans le quatrième rapport annuel, a été pleinement mis en application en 2005. L'Iraq ayant effectué un versement en 2005, son échéancier a été pleinement respecté avant les délais spécifiés dans le quatrième rapport annuel.

8. Dans l'avis annonçant la soixante-septième session du Comité des contributions, qui sera inséré dans le *Journal des Nations Unies* du 19 mars au 22 mai 2007, les États Membres qui envisagent de présenter un échéancier sont invités à se mettre en rapport avec le Secrétariat pour obtenir un complément d'information. En outre, dans la note publiée conformément au paragraphe 3 de la résolution 60/237 de l'Assemblée générale concernant l'application de l'Article 19 de la Charte, l'attention a également été appelée sur les dispositions de la résolution 57/4 B. Si de nouveaux échéanciers sont présentés, les renseignements pertinents seront publiés dans un additif au présent rapport ou dans le rapport qui sera présenté à l'Assemblée générale à sa soixante-troisième session.

9. Les échéanciers présentés par la Géorgie, le Niger, Sao Tomé-et-Principe et le Tadjikistan portaient sur des périodes de 10, 9, 8 et 11 ans, respectivement. Aux fins du présent rapport, on entend par paiements les versements effectués par les États Membres concernés, ainsi que les sommes portées à leur crédit pendant la période considérée. On trouvera ci-après des informations détaillées.

**Géorgie**

10. Le Gouvernement géorgien a informé le Comité, à la session extraordinaire tenue par celui-ci en 1999, qu'il avait l'intention de présenter un calendrier de paiement, ce qu'il a fait en 2000, à la soixantième session du Comité. Le Gouvernement géorgien a présenté une première version révisée de ce calendrier à la soixante et unième session du Comité en 2001, puis d'autres révisions le 4 mai 2002 et le 17 mai 2003, sous couvert dans les deux derniers cas d'une lettre adressée au Président de l'Assemblée générale par le Ministre géorgien des affaires étrangères. Les données figurant dans lesdits calendriers sont récapitulées dans le tableau 1 ci-dessous :

---

[3] A/58/63.
[4] A/59/67.
[5] A/60/66.
[6] A/61/68.

Tableau 1

| | *Échéancier proposé en* | | | |
|---|---|---|---|---|
| | *2000* | *2001* | *2002* | *2003* |
| | *(dollars É.-U)* | | | |
| 2000 | 180 000 | | | |
| 2001 | 707 104 | 801 300 | | |
| 2002 | 707 104 | 711 549[a] | 671 818 | |
| 2003 | 707 104 | 711 549[a] | 1 260 272[a] | |
| 2004 | 1 060 656 | 1 067 324[a] | 1 260 272[a] | 776 229 |
| 2005 | 1 060 656 | 1 067 324[a] | 1 260 272[a] | 776 229 |
| 2006 | 1 414 208 | 1 423 094[a] | 1 260 272[a] | 776 229 |
| 2007 | 1 414 208 | 1 423 094[a] | 1 260 272[a] | 776 229 |
| 2008 | | | | 776 229 |
| 2009 | | | | 776 229 |
| 2010 | | | | 776 229 |
| 2011 | | | | 776 229 |
| 2012 | | | | 776 229 |
| 2013 | | | | 776 229 |

[a] Montants auxquels s'ajoutent les contributions pour l'année en cours.

11. S'il est pleinement respecté, le calendrier le plus récent proposé par le Gouvernement géorgien se traduira par le versement d'un montant total de 7 762 290 dollars, de sorte que les arriérés de contribution de la Géorgie à la fin de 2013 seront alors égaux au montant total de sa quote-part pour la période 2006-2013, minoré de 413 307 dollars.

**Libéria**

12. Dans une lettre datée du 12 juillet 2005, le Gouvernement transitoire national du Libéria a présenté un échéancier de paiement dans lequel il proposait d'effectuer un versement se chiffrant à 50 000 dollars tous les deux mois à compter d'octobre 2005. Dans une lettre datée du 19 mai 2006, le Gouvernement libérien a présenté un échéancier de paiement révisé tenant compte du montant actuel des recettes nationales et des priorités qui avaient été déterminées. Le nouveau plan prévoyait des versements trimestriels à compter de juin 2005. Les calendriers de paiement sont récapitulés dans le tableau 2 ci-dessous :

Tableau 2

| | *Échéancier proposé* | |
|---|---|---|
| | *2005* | *2006* |
| | *(dollars É.-U.)* | |
| 2005 | 100 000 | – |
| 2006 | [a] | 150 000 |
| 2007 | [a] | [b] |

[a] Versement de 50 000 dollars tous les deux mois à compter d'octobre 2005.
[b] Les calendriers de paiement proposés seront présentés chaque année.

13. Dans la lettre du 19 mai 2006 transmettant l'échéancier de paiement, le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Libéria auprès de l'Organisation des Nations Unies avait indiqué que la Mission permanente présenterait un échéancier de paiement révisé pour 2007 en janvier 2007. Toutefois, à la date d'établissement du présent rapport, le plan révisé n'a pas encore été présenté.

**Niger**

14. Dans une note verbale du 22 mars 2004, la Mission permanente du Niger auprès de l'Organisation des Nations Unies a proposé de verser ses quotes-parts statutaires selon le calendrier qui est récapitulé dans le tableau 3 ci-dessous :

Tableau 3

| | *Versements (dollars É.-U.)* |
|---|---|
| 2004 | 18 000 |
| 2005 | 40 000 |
| 2006 | 45 000 |
| 2007 | 50 000 |
| 2008 | 70 000 |
| 2009 | 98 000 |
| 2010 | 98 000 |
| 2011 | 98 000 |
| 2012 | 30 000 |

15. S'il est pleinement respecté, ce calendrier se traduira par le versement d'un montant total de 547 000 dollars au cours de la période 2004-2012. Les arriérés de contribution du Niger à la fin de 2012 seront égaux au montant total de ses quotes-parts pour la période 2007-2012, minoré de 74 815 dollars.

**Sao Tomé-et-Principe**

16. Sous couvert d'une lettre datée du 17 mai 2002 adressée au Président de l'Assemblée générale, le Chargé d'affaires par intérim de Sao Tomé-et-Principe

auprès de l'Organisation des Nations Unies a présenté l'échéancier de paiement récapitulé dans le tableau 4 ci-dessous :

Tableau 4

| | *Versements (dollars É.-U.)* |
|---|---|
| 2002 | 27 237 |
| 2003 | 42 237 |
| 2004 | 59 237 |
| 2005 | 74 237 |
| 2006 | 89 237 |
| 2007 | 114 237 |
| 2008 | 134 237 |
| 2009 | 153 752 |

17. S'il est pleinement respecté, l'échéancier proposé par le Gouvernement de Sao Tomé-et-Principe se traduira par le versement d'un montant total de 693 896 dollars au cours de la période de 2002-2009. Les arriérés de contribution de Sao Tomé-et-Principe à la fin de 2009 seront alors égaux au montant total de ses quotes-parts pour la période 2007-2009, majoré de 5 546 dollars.

**Tadjikistan**

18. Dans une lettre du 15 septembre 2000 adressée au Président de l'Assemblée générale, le Premier Ministre du Tadjikistan a indiqué que son gouvernement s'était acquitté en 2000 d'un montant de 65 250,76 dollars et proposait un plan de réduction graduelle de ses arriérés de contribution, qui est récapitulé dans le tableau 5 ci-dessous :

Tableau 5

| | *Versements (dollars É.-U.)* |
|---|---|
| 2000 | 65 251 |
| 2001 | 67 822 |
| 2002 | 67 822 |
| 2003 | 67 822 |
| 2004 | 67 822 |
| 2005 | 67 822 |
| 2006 | 203 466 |
| 2007 | 203 466 |
| 2008 | 203 467 |
| 2009 | 203 467 |
| 2010 | 203 467 |

19. S'il est pleinement respecté, l'échéancier proposé par le Gouvernement tadjik se traduira par le versement d'un montant total de 1 421 694 dollars au cours de la période 2000-2010. Les arriérés de contribution du Tadjikistan à la fin de 2010 s'élèveront à 1 220 260 dollars, montant auquel s'ajoutera celui des quotes-parts pour la période 2007-2010.

**Autres États Membres**

20. Comme l'a noté le Comité dans son rapport sur les travaux de sa soixante-sixième session[7], le Comité a rappelé que la République centrafricaine avait fait savoir en 2003 qu'elle comptait présenter un échéancier pour le paiement de ses arriérés à une date ultérieure. Le Comité a également rappelé que, dans le cadre de la demande de dérogation à l'Article 19 de la Charte qu'elle avait présentée en 2004, la République centrafricaine avait indiqué que son Ministère des finances et du budget procédait à l'établissement d'un échéancier de paiement à long terme qui devait être annoncé sous peu. Aucune autre information n'avait été reçue depuis lors, bien que dans le cadre de la demande de dérogation à l'Article 19 présentée en 2006, le représentant de la République centrafricaine ait indiqué que la question du règlement des arriérés dus à l'Organisation des Nations Unies était à l'étude par son Gouvernement.

21. Le Comité a également rappelé que la Guinée-Bissau, dans le cadre de la demande de dérogation à l'Article 19 qu'elle avait présentée en 2004[8] avait indiqué qu'elle continuerait d'envisager la possibilité de présenter un échéancier de paiement pluriannuel et que, lorsque la situation serait redevenue normale, elle l'établirait en priorité. Dans le cadre de sa demande de dérogation à l'Article 19 présentée en 2005, la Guinée-Bissau a fait savoir qu'elle garderait toujours à l'examen la question de la présentation d'un échéancier de paiement pluriannuel et que, dès que la situation serait redevenue normale, elle l'établirait à titre prioritaire et en informerait l'Assemblée générale en conséquence. Dans le cadre de la demande de dérogation à l'Article 19 qu'elle avait présentée en 2006, la Guinée-Bissau avait indiqué que, si les efforts qu'elle déployait pour obtenir un allégement de sa dette étaient couronnés de succès et que si une table ronde de donateurs se tenait, comme prévu, en novembre 2006, elle serait en mesure de présenter un échéancier de paiement pluriannuel comme elle l'avait envisagé. Aucun échéancier n'avait été présenté à la date d'établissement du présent rapport.

22. Depuis lors, aucun autre État Membre n'a présenté d'échéancier ou de calendrier de paiement aux fins de l'élimination de ses arriérés.

---

[7] *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et unième session, Supplément n° 11* (A/61/11), par. 70.

[8] Ibid., par 71.

# III. Respect des échéanciers de paiement présentés par des États Membres : situation au 31 décembre 2006

23. En ce qui concerne le respect des échéanciers de paiement les plus récents établis par la Géorgie, le Libéria, le Niger, Sao Tomé-et-Principe et le Tadjikistan, la situation au 31 décembre 2006 se présentait comme il est indiqué dans le tableau 6 ci-dessous (en dollars des États-Unis). Les calendriers proposés par l'Iraq et par la République de Moldova ont été exclus du tableau, dans la mesure où ces États Membres avaient versé les paiements annoncés dans leurs échéanciers et ne relevaient plus des dispositions de l'Article 19 de la Charte.

Tableau 6
**Respect des échéanciers de paiement : situation au 31 décembre 2006**
(En dollars des États-Unis)

| | *Géorgie* | | | | *Libéria* | | | | *Niger* | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | *Échéancier le plus récent* | *Quote-part au 31 déc.* | *Paiements/ crédits* | *Arriérés au 31 déc.* | *Échéancier le plus récent* | *Quote-part au 31 déc.* | *Paiements/ crédits* | *Arriérés au 31 déc.* | *Échéancier le plus récent* | *Quote-part au 31 déc.* | *Paiements/ crédits* | *Arriérés au 31 déc.* |
| 1999 | | | | 7 205 324 | | | | 1 147 524 | | | | 334 149 |
| 2000 | | 116 120 | 184 443 | 7 188 001 | | 31 506 | 70 192 | 1 108 838 | | 27 082 | 95 | 361 136 |
| 2001 | | 87 686 | 302 218 | 6 973 469 | | 16 166 | 630 | 1 124 374 | | 14 483 | 318 | 375 301 |
| 2002 | | 114 552 | 70 298 | 7 019 723 | | 17 137 | 5 465 | 1 136 046 | | 15 723 | 3 233 | 387 791 |
| 2003 | | 97 200 | 14 759 | 7 102 164 | | 17 124 | 1 636 | 1 151 534 | | 17 124 | 950 | 403 965 |
| 2004 | 776 229 | 79 750 | 899 929 | 6 281 985 | | 20 932 | 2 899 | 1 169 567 | 18 000 | 20 932 | 28 296 | 395 971 |
| 2005 | 776 229 | 87 328 | 777 744 | 5 591 569 | | 24 264 | 202 | 1 193 629 | 40 000 | 24 264 | 41 436 | 378 799 |
| 2006 | 776 229 | 79 741 | 792 473 | 4 878 837 | 150 000 | 23 024 | 100 453 | 1 116 200 | 45 000 | 23 024 | 453 | 401 370 |
| 2007 | 776 229 | | | | | | | | 50 000 | | | |
| 2008 | 776 229 | | | | | | | | 70 000 | | | |
| 2009 | 776 229 | | | | | | | | 98 000 | | | |
| 2010 | 776 229 | | | | | | | | 98 000 | | | |
| 2011 | 776 229 | | | | | | | | 98 000 | | | |
| 2012 | 776 229 | | | | | | | | 30 000 | | | |
| 2013 | 776 229 | | | | | | | | | | | |

| *Sao Tomé-et-Principe* | | | | *Tadjikistan* | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *Échéancier le plus récent* | *Quote-part au 31 déc.* | *Paiements/ crédits* | *Arriérés au 31 déc.* | *Échéancier le plus récent* | *Quote-part au 31 déc.* | *Paiements/ crédits* | *Arriérés au 31 déc.* |
| | | | 570 783 | | | | 2 436 208 |
| | 13 543 | 48 | 584 278 | 65 251 | 63 507 | 205 389 | 2 294 326 |
| | 14 254 | 157 | 598 375 | 67 822 | 18 727 | 296 251 | 2 046 802 |
| 27 237 | 15 723 | 29 146 | 584 952 | 67 822 | 22 205 | 306 961 | 1 765 046 |
| 42 237 | 17 124 | 929 | 601 147 | 67 822 | 19 439 | 296 628 | 1 487 857 |
| 59 237 | 20 932 | 1 559 | 620 520 | 67 822 | 26 183 | 400 955 | 1 113 085 |
| 74 237 | 24 264 | 202 | 644 582 | 67 822 | 29 111 | 65 957 | 1 076 239 |
| 89 237 | 23 024 | 453 | 667 153 | 203 466 | 26 583 | 107 184 | 995 638 |
| 114 237 | | | | 203 466 | | | |
| 134 237 | | | | 203 467 | | | |
| 153 752 | | | | 203 467 | | | |
| | | | | 203 467 | | | |

24. De 2000 à 2006, le Gouvernement tadjik a une fois encore effectué des paiements (versements et crédits) sensiblement supérieurs à ceux indiqués dans son échéancier le plus récent. Leur montant a atteint au total 1 679 325 dollars, alors que le montant annoncé était de 607 827 dollars. De fait, les paiements (versements et crédits) déjà effectués sont supérieurs au montant total indiqué dans son échéancier. S'il effectue les paiements actuellement programmés pour la période 2007-2010 (813 867 dollars), le montant des contributions dont le Tadjikistan sera redevable à la fin de 2010 s'établira à 181 771 dollars, montant auquel s'ajoutera celui de ses quotes-parts pour la période 2007-2010.

25. Les paiements que le Gouvernement de Sao Tomé-et-Principe a prévu d'effectuer au titre de son échéancier pour la période 2002-2006 (292 185 dollars) ont été sensiblement supérieurs aux montants effectivement acquittés (32 289 dollars). En conséquence, si cet État s'acquitte des sommes indiquées pour la période 2007-2009 (402 226 dollars), le montant des contributions dont il sera redevable à la fin de 2009 sera égal à celui de ses quotes-parts pour la période 2007-2009, majoré de 264 927 dollars.

26. Les paiements effectués par la Géorgie au titre des contributions dont ce pays était redevable en 2006 ont été supérieurs aux montants prévus dans ses échéanciers de paiement. Si le Gouvernement géorgien effectue les paiements actuellement programmés pour la période de 2007-2013 (5 433 603 dollars), le montant des contributions dont il sera redevable à la fin de 2013 sera égal à celui de ses quotes-parts pour la période 2007-2013, minoré de 554 766 dollars.

27. Les paiements (versements et crédits) effectués par le Niger ont été inférieurs au montant indiqué dans son échéancier. Si le Gouvernement nigérien effectue les paiements actuellement programmés pour la période de 2007-2012 (444 000 dollars), le montant des contributions dont il sera redevable à la fin de 2012 sera égal à celui de ses quotes-parts pour la période 2007-2012, minoré de 42 630 dollars.

# IV. Conclusions et recommandations

28. **L'Assemblée générale voudra peut-être prendre note du présent rapport et encourager les États Membres qui ont accumulé d'importants arriérés de contribution à envisager de présenter un échéancier de paiement pluriannuel.**